

Résumé Exécutif du Programme National- Zambie

PROGRAMME ONU-REDD

17-19 mars 2010





PROGRAMME DE COLLABORATION DES NATIONS UNIES SUR LA RÉDUCTION DES ÉMISSIONS LIÉES A LA DÉFORESTATION ET A LA DÉGRADATION DES FORÊTS DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT
DOCUMENT DU PROGRAMME NATIONAL CONJOINT

Pays: **République de Zambie**

Nom du programme: **Programme ONU-REDD – Zambie. Initiative de démarrage rapide**

But du programme: Préparer les institutions et les parties prenantes zambiennes à une mise en œuvre efficace du mécanisme REDD+.

Objectifs du programme:

- i) Renforcer la capacité des institutions et des parties prenantes à la mise en œuvre du REDD+.
- ii) Développer une politique environnementale qui facilite la REDD+
- iii) Développer des modèles de partage des profits provenant du REDD+
- iv) Développer des systèmes de mesure, notification et vérification (MRV) pour la REDD+

Résultats du programme conjoint:

Résultat 1: Des capacités renforcées pour atteindre la préparation à la REDD+

Résultat 2: Le soutien généralisé des parties prenantes pour établir la REDD+

Résultat 3: Un cadre national de gouvernance et des capacités institutionnelles renforcées pour la mise en œuvre de la REDD+

Résultat 4: L'identification des stratégies nationales de REDD+

Résultat 5: Le renforcement de la capacité à mettre en œuvre le système MRV pour la REDD+

Résultat 6: Le démarrage de l'évaluation du niveau de référence des émissions (NRE) et du niveau de référence (NR)

Durée du programme: 3 ans

Date du départ/fin: 09/2010-08/2013

Option de gestion des fonds: pass-through

Agence de gestion: UNDP
Bureau du
FASM

Budget estimatif total*: USD 4.49 million

Dont:

1. Budget financé: USD 4.49 million
2. Budget non financé: RAS

* Le budget total prévu comprend les coûts du programme et les coûts du soutien indirect

Sources du budget financé:

- Gouvernement RAS
- UN-REDD FASM USD 4.49 millions
- Autres RAS



Noms et signatures des contreparties nationales et des organisations des Nations Unies participantes

Organisations des Nations Unies	Autorités de coordination nationale
<i>Macleod Nyirongo</i> <i>Coordonnateur Résident des Nations Unies</i> <i>Signature</i> <i>Date</i>	<i>Nom du représentant de l'organisation partenaire de réalisation.</i> <i>Nom de l'institution</i> <i>Signature</i> <i>Date</i>
<i>Dr Nourredin Mona</i> <i>Représentant national de la FAO</i> <i>Signature</i> <i>Date</i>	<i>Nom du représentant de l'autorité coordonnatrice nationale</i> <i>(s'il est nécessaire)</i> <i>Nom de l'institution</i> <i>Signature</i> <i>Date</i>
<i>Viola Morgan</i> <i>Directrice du PNUD au niveau national</i> <i>Signature</i> <i>Date</i>	<i>Nom du représentant de l'autorité coordonnatrice régionale</i> <i>(s'il est nécessaire)</i> <i>Nom de l'institution</i> <i>Signature</i> <i>Date</i>
<i>Angela Cropper</i> <i>Directrice exécutive adjointe du PNUE</i> <i>Signature</i> <i>Date</i>	<i>Nom du représentant d'une autre organisation partenaire de réalisation</i> <i>(s'il est nécessaire)</i> <i>Nom de l'institution</i> <i>Signature</i> <i>Date</i>

Index

1.	Liste d'acronymes.....	4
2.	Résumé analytique.....	7
3.	Analyse de la situation.....	9
4.	Stratégies, enseignements tirés et proposées pour le PNC.....	38
5.	Le cadre de résultats.....	50
6.	Gestion et coordination d'arrangements.....	65
7.	Arrangements à la gestion des fonds.....	69
8.	Mesure, notification et vérification.....	72
9.	Contexte juridique ou Base des Relations.....	80
10.	Projets de travail et budget.....	81
11.	Bibliographie.....	89
12.	Annexes.....	92

1. Liste d'acronymes

AC	Agriculture de conservation
ACCA	<i>Anti-Corruption Commission Act</i> (Loi de la commission contre la corruption)
ACT	Aire de conservation transfrontalière
ADC	<i>Area Development Committee</i> (Comité pour le développement régional)
ADMADE	Dessin de gestion des aires de chasse
AFOLU	Agriculture, secteur forestier et des autres occupations des sols
AGC	Aire de gestion de la chasse
AGR	Activités générant des revenus
ASIP	<i>Agriculture Sector Investment Programme</i> (Programme pour l'investissement dans le secteur agriculture)
CA/CQ	Contrôle d'Assurance/Contrôle de qualité
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CCR	Comité communautaire de ressources
CDAA	Communauté de développement de l'Afrique australe
CDB	Convention sur la diversité biologique
CEC	Copperbelt Energy Consortium
COMACO	Community Markets for Conservation
COS	Changements d'affectation des terres
CPDN	Cinquième Programme national de développement
CR	Compte rendu
DA	Données des activités
DDCC	District Development Coordination Committee (<i>Comité de coordination du développement des districts</i>)
DF	Département Forestier
ECZ	Conseil zambien pour l'environnement
EIE	Évaluation de l'impacte sur l'environnement
EIOS	Évaluation intégrale de l'utilisation des terres
ENOA	Phénomène El Niño-oscillation australe
ERAF	Électrification rurale et amélioration de fourneaux
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FE	Facteur des émissions
FINNIDA	Agence finlandaise pour le développement international
FRMP	Projet pour la gestion de ressources forestières
GCRN	Gestion communautaire des ressources naturelles

GCS	Groupe consultatif du secteur
GDF	Gestion durable des forêts
GFC	Gestion forestière conjointe
GFCC	Groupe de facilitation sur les changements climatiques
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
GPG-LULUCF	Orientation sur les pratiques optimales pour l'utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie
GRZ	Gouvernement de la République de Zambie
IFN	Inventaire forestier national
IRDB	Conseils pour le développement intégral des ressources
ITIE	Initiative de transparence des industries extractives de la Banque Mondiale
MACO	Ministère de l'agriculture et des coopératives
MCT	Ministère des communications et du transport
MDA	Mémorandum d'accord
MDCSS	Ministère du développement communautaire et des services sociaux
ME	Ministère de l'éducation
MEE	Ministère de l'énergie et de l'eau
MF	Ministère des finances
MFPN	Ministère des finances et de la planification nationale
MGLL	Ministère d'administration locale et du logement
MMC	Modèle mondial de circulation
MRF	Ministère des ressources foncières
MRV	Mesure, notification et vérification
MTENR	Ministère du tourisme, de l'environnement et des ressources naturelles
NAPA	<i>National Adaptation Programme of Action</i> (Programme d'action nationale d'adaptation)
NCCRS	<i>National Climate Change Response Strategy</i> (Stratégie de réponse nationale aux changements climatiques)
NR	Niveau de référence
NRCF	<i>Natural Resources Consultative Forum</i> (Forum consultative sur les ressources naturelles)
NRE	Niveau de référence des émissions
NRSC	<i>National Remote Sensing Center</i> (Centre national de télédétection)
OC	Organisation communautaire
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
ONU-REDD	Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement

OS	Utilisation des terres
OSC	Organisation de la société civile
PDCC	<i>Provincial Development Coordination Committee</i> (Comité coordonnateur pour le développement provincial)
PFAB	Produits forestiers autres que le bois
PFAP	<i>Provincial Forestry Action Programme</i> (Programme d'action forestière provincial)
PIB	Produit intérieur brut
PIGERN	Programme pour l'intégration de la gestion environnementale et des ressources naturelles
PNC	Programme national conjoint
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
POS	Planification de l'utilisation des terres
PPF	Peace Parks Foundation
PPRCC	Programme pilote pour la résistance aux chocs climatiques
PPTTE	Pays pauvres très endettés
PR	Partenaire de réalisation
PRSP	Programme des réformes au service public
PSF	Programme de supervision des forêts
PTA	Projet annuel de travail
RAE	Région agro-écologique
REDD	Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts
REDD+	Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD), aussi qu'une gestion durable des forêts, leur conservation et l'amélioration des stocks de carbone forestier (+) ¹
REMPAS	Reclassification de la gestion du système de zones protégées
SBSTA	<i>Subsidiary Body for Scientific and Technical Advice</i> (Organe subsidiaire de conseil scientifique et technique)
SLAMU	<i>South Luangwa Area Management Unit</i> (Unité de gestion de l'aire Luangwa du Sud)
SOS	Système opérationnel de surveillance
SS	Système de surveillance
TD	Télédétection

¹ IWG-IFR. 2009. Report of the Informal Working Group on Interim Finance for REDD+: Discussion Document. Disponible sur internet: http://www.unredd.net/index.php?option=com_docman&task=doc_download&gid=1096&Itemid=53

ToR	<i>Terms of Reference</i> (Statuts)
UCM	Unité cartographique minimale
UCR	Unité de coordination de la REDD+
USD	Dollars américains
VAC	<i>Vulnerability Assessment Committee</i> (Comité d'évaluation de la vulnérabilité)
WWF	Fonds mondial pour la nature
ZAWA	<i>Zambian Wildlife Authority</i> (Autorité zambienne pour la faune)
ZCBNRMF	<i>Zambian Community Based Natural Resource Management Forum</i> (Forum communautaire zambien sur la gestion des ressources naturelles)
ZCIT	Zone de convergence intertropicale
ZESCO	<i>Zambian Electricity Supply Company</i> (Entreprise zambienne d'électricité)
ZFAP	<i>Zambia Forest Action Plan</i> (Plan d'action zambien pour les forêts)
ZMD	<i>Zambia Meteorological Department</i> (Département Météorologique de Zambie)
ZP	Zone protégé
AC	Agriculture de conservation

2. Résumé analytique

La déforestation et la dégradation des forêts représentent une grande proportion – environ un cinquième – des émissions mondiales de gaz à effet de serre. La Convention cadre des Nations Unies pour les changements climatiques (CCNUCC) est en train de développer un mécanisme de REDD qui comprend un système d'incitation pour réduire les émissions. REDD+ inclue la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (connue initialement sous le sigle REDD), aussi que i) la conservation des forêts autochtones ; ii) la gestion durable des forêts ; et iii) l'amélioration des stocks de carbone forestier.

La Zambie possède environ 50 million d'hectares de forêt, dont les estimations de déforestation se situent entre 250,000 et 300,000 hectares par an. Conscient du rôle que la REDD+ peut jouer pour réduire les émissions et pour faciliter le développement socioéconomique durable, le gouvernement de Zambie analyse les opportunités que la REDD+ peut offrir. La Zambie est un des neuf pays en développement dans lesquels le programme pilote de REDD+ sera mis en œuvre. Le premier pas du Programme UN-REDD est l'Initiative UN-REDD démarrage rapide (Quick Start). Ce document du Programme national conjoint (PNC) décrit les activités qui seront menées au sein de cette initiative. Le PNC développera une stratégie nationale pour la REDD+ et, ainsi, il aidera ainsi à attirer des financements pour la mise en œuvre de la REDD+ au niveau national.

Les principales causes de la déforestation et de la dégradation des forêts doivent être abordées pour pouvoir assurer le succès de la REDD+ au niveau national. En Zambie, ces causes varient d'une région à l'autre et comprennent, entre autres, i) l'utilisation du bois comme charbon ou comme combustible (dans les foyers, dans le commerce ou dans l'industrie) ; ii) la production de bois ; et iii) des méthodes agricoles ou des autres pratiques non durables d'utilisation du sol. Ces causes sont aussi le résultat d'un complexe système de processus passés et présents liés aux différents secteurs (énergie, gestion forestière, agriculture et eau). Dans le but d'aborder ces causes et d'ainsi faciliter la mise en marche de la REDD+, le mode de développement de la Zambie devra changer : l'offre tout autant que la demande en produits forestiers du bois et autres que le bois devront être abordées de manière simultanée.

Une intervention massive nécessaire pour mettre en place la REDD+ devra être soutenue par le gouvernement, aussi que par des réformes sectorielles à grande échelle. La préparation à la REDD+ exige une série d'actions qui comprennent, entre autres, : i) le développement de la capacité tant des communautés tout autant que celles du gouvernement ; ii) le renforcement des cadres institutionnels, politiques et juridiques ; iii) le renforcement des politiques d'implémentation et d'exécution de la législation ; iv) un partage étendu des connaissances sur la REDD+ ; et v) le développement d'initiatives pour l'adoption des moyens de subsistance et sources d'énergie alternatifs. Au bout du compte, le succès de la REDD+ au niveau national dépendra aussi de l'engagement des parties prenantes à tous les niveaux – mais plus spécifiquement au niveau des communautés pour assurer qu'elles jouissent des avantages de la REDD+.

Le PNC est donc le premier pas vers la préparation des parties prenantes et des institutions à la mise en œuvre de la REDD+ au niveau du pays. Ses objectifs principaux sont les suivants : i) le développement de la capacité institutionnelle et des parties prenantes pour l'application de la REDD+ ; ii) la création d'une politique environnementale qui facilite la REDD+ ; iii) le développement d'un modèle de partage des profits provenant de la REDD+ ; et le développement des systèmes de mesure, notification et vérification pour la REDD+.

Les résultats suivants du PNC ont été développés lors de consultations des parties prenantes liées et non liées au gouvernement :

Résultat 1: Des capacités renforcées pour atteindre la préparation à la REDD+

Résultat 2: Un soutien généralisé des parties prenantes pour établir la REDD+

Résultat 3: Un cadre national de gouvernance et des capacités institutionnelles renforcées pour la mise en œuvre du REDD+

Résultat 4: L'identification des stratégies nationales de REDD+

Résultat 5: Le renforcement de la capacité à mettre en œuvre le système MRV pour la REDD+

Résultat 6: Le démarrage de l'évaluation du niveau de référence des émissions (NRE) et du niveau de référence (NR)

Le PNC sera mis en œuvre par le Département Forestier, géré par le Ministère du tourisme, de l'environnement et des ressources naturels (MTENR), et il sera financé par le Fonds d'affectation spéciale multi-donateurs (FASM). La gestion des fonds sera menée à bien en utilisant le mécanisme pass-through, qui distribue les responsabilités techniques et financières parmi les organisations des Nations Unies participantes (FAO, PNUD et PNUE).

Le développement de la capacité pour ce programme aura lieu à différents niveaux de la société zambienne tels que i) les employés du gouvernement ; ii) les décideurs communautaires au niveau national ; et iii) les communautés rurales – particulièrement les femmes impliquées dans le défrichage pour l'agriculture ou pour le ramassage de bois à brûler. Il est prévu qu'à travers le PNC et des autres initiatives de REDD+ subséquentes les communautés tirent des bienfaits additionnels, tels que l'amélioration du bien-être humain, l'égalité de sexes et la protection des écosystèmes.